

# Les Nations unies vues de l'intérieur (seconde partie)

## Partage international n° [181](#) - Septembre 2003

Interview de Federico Mayor Zaragoza par Carmen Font

*Dans cette seconde partie de l'interview qu'il a accordée à Partage international, l'ancien directeur général de l'Unesco, Federico Mayor Zaragoza, expose ses vues sur le rôle de cette organisation dans la solution des grands problèmes actuels, en particulier ceux concernant l'Afrique et le Proche-Orient.*

**Partage international :** *Le système des Nations unies a été largement critiqué dans les médias et les cercles politiques, non seulement pour n'avoir pas su empêcher la guerre contre l'Irak, mais aussi pour son incapacité à résoudre les problèmes de la pauvreté endémique et de l'instabilité politique dans de nombreuses parties du monde et notamment en Afrique. Comment ce continent pourrait-il, à votre avis, sortir de sa situation actuelle ?*

**Federico Mayor Zaragoza :** La première chose dont nous avons besoin, c'est de lignes directrices morales, applicables à l'ensemble du monde. Nous devons faire en sorte de nous débarrasser des dictatures, à condition que ce soit par le biais de l'Onu. Il faut que les peuples opprimés jouissent d'une libre disposition de leurs propres ressources, afin de pouvoir accéder à un développement durable. Comment ne pas trouver suspect le comportement de certaines nations qui ne s'en prennent qu'aux dictateurs de pays riches en ressources naturelles ? Vous m'avez posé une question sur l'Afrique. C'est un continent que je connais bien et que j'aime, peut-être plus qu'aucune autre partie du monde. Pendant douze ans, j'y ai passé la moitié de mon temps. J'y ai appris que nous, les Occidentaux, avons beaucoup de connaissances, mais peu de sagesse. Je peux dire que la sagesse d'une Africaine, par exemple, est proprement étonnante. Ce sont des gens qui ont réellement vécu. Nombre de ceux qui habitent dans le quartier prospère du Village planétaire ne vivent pas réellement : ils n'ont pas le temps de penser, ils ne souffrent pas, la masse des informations qui les inonde étouffe une bonne part de leur sensibilité et

de leurs capacités de création ; ils n'inventent rien – faute d'avoir la tension vitale nécessaire. Mais cette tension existe en Afrique où l'on rencontre souvent des femmes illettrées mais d'une sagesse merveilleuse parce qu'il leur faut chaque jour, du matin au soir, inventer de nouvelles façons de survivre ; elles ont atteint un stade de maturité humaine extraordinaire.

C'est pourquoi toute arrogance de notre part serait mal venue. D'autant que, dans le passé, nous avons fermé les yeux sur trop de génocides. Personne n'est intervenu quand, de 1975 à 1979, Pol Pot a éliminé deux millions de Cambodgiens. Nous devons appliquer les mêmes règles à tous. Nous ne pouvons nous rendre chez les Africains, comme je l'ai trop souvent vu faire, pour leur dire : « *Faites ceci et cela, et prenez garde, car nous savons que vous êtes corrompus.* »

Commençons par faire le ménage chez nous, parce que le monde développé n'est pas précisément un modèle de transparence. Certes, la corruption existe en Afrique, chez certains de ses dirigeants et parmi le personnel des grandes sociétés. Mais ce n'est pas le cas de la généralité des personnes. On ne peut pas dire que les Noirs africains soient corrompus. Ce sont les gens qui sont en contact avec les pays appauvris (appauvris, et non pas pauvres), qui le sont. Quant à nous, nous n'avons pas tenu nos promesses d'aide, comme par exemple de consacrer 0,7 % de notre PNB ou d'investir massivement dans des projets de développement. Nous n'avons fait qu'exploiter leurs richesses. Pensez, par exemple, au gaz et aux phosphates que nous, les Espagnols, tirons des pays du Maghreb. Encore une fois, nous ne pouvons dire qu'en Afrique, les gens sont corrompus. C'est nous qui appauvrissons ce continent, en prélevant ses richesses moyennant, dans le meilleur des cas, des compensations ridicules. Il y a quelques années, au Canada, j'ai participé à une réunion qui avait pour but de lancer divers projets en Afrique. Nombre de délégués – qui tous représentaient des pays développés – se plaignaient amèrement du haut degré de corruption qui rendait particulièrement difficile leur action. J'ai fini par leur demander qui possédait les diamants, l'or, les mines, les zones de pêche d'Afrique. Ils ne faisaient tout simplement pas confiance aux citoyens africains.

**PI.** *Nous avons assisté, il y a quelques semaines, au pillage des musées irakiens, où d'incalculables pièces*

historiques ont été perdues. Peu après, des délégués et des experts de l'Unesco ainsi que de divers grands musées, comme le British Muséum, le Louvre, le Musée de l'Hermitage, etc., se sont réunis pour voir comment récupérer et, éventuellement, restaurer ces objets. Si vous aviez été encore directeur général de l'Unesco, auriez-vous convoqué ce genre de réunion, et aussi vite.

**FMZ.** Au cours des années que j'ai eu l'honneur de passer à la tête de l'Unesco, je ne m'intéressais pas beaucoup aux musées. Je ne me préoccupais que de l'être humain. Pour dire les choses franchement, je regrette profondément que l'organisation actuelle, qui appartient à un système en voie d'être réduit au silence, n'ait pas plutôt protesté contre le nombre de victimes de cette guerre.

Cette question des musées n'a rien à voir avec le rôle de l'Unesco. Son rôle est « d'élever dans l'esprit des hommes les défenses de la paix ». L'exclure des débats sur les grands problèmes mondiaux actuels est une erreur, comme si ses compétences se limitaient à l'art et aux musées ; c'est une façon de se soulager à bon compte des peurs qui imprègnent les grandes instances internationales.

Les Nations unies ont une conscience, et cette conscience, c'est l'Unesco. Et la mission de l'Unesco, selon les termes mêmes de sa charte, c'est d'établir « la paix sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ». C'est pourquoi, quand j'ai entendu parler des pillages en Irak, ma première réaction a été d'en faire retomber la honte sur les pays envahisseurs, qui ont été incapables de protéger l'entrée des musées. Franchement, le pillage, pour moi, c'est une question technique, et je n'ai jamais accordé beaucoup d'importance à ce genre de choses. Il y a quelques années, à quelqu'un qui me disait : « Federico, le Sphinx de Gizeh a une oreille cassée », j'ai répondu : « Bon, ne vous en faites pas, on la réparera un jour. » On peut réparer les pierres, heureusement, et le résultat final est souvent merveilleux. Mais on ne peut le faire d'une vie humaine perdue. Et c'est cette vie humaine qui doit être la priorité absolue de l'Unesco. En tant que conscience de l'Onu, elle aurait dû critiquer la guerre en Irak, et ne pas attendre le pillage des musées pour faire entendre sa voix.

**PI.** « Elever les défenses de la paix », ce n'est pas seulement garantir l'absence de guerre. C'est avant tout un état d'être.

**FMZ.** En un sens, oui. Ce genre de défenses doit s'ancrer à la fois dans l'éducation et dans un ensemble de principes moraux et éthiques, ainsi que le déclare la charte de l'Unesco. Se servir de l'Onu comme d'une simple agence humanitaire, c'est lui faire exécuter des tâches étrangères à sa mission. Et quand l'Unesco se consacre à autre chose que

d'assurer la défense de la paix (par la démocratie, l'éducation et le développement), elle fait fausse route.

La charte de l'Unesco constitue l'un des documents les plus instructifs que j'ai jamais lus. C'est pourquoi j'avais coutume de dire à mes collègues du siège, à Paris : « Vous n'avez pas un job, vous avez une mission ! Si vous vous sentez un peu déprimés, lisez le préambule de la charte avant d'aller vous coucher. » Nous avons une fonction purement humaine, qui consiste, entre autres choses, à dire aux responsables politiques et aux simples citoyens : « Ne restez pas inactifs, ne restez pas passifs ; faites connaître vos idées, faites connaître vos désaccords, vos propositions, parlez, exprimez-vous. » Sans quoi on risque de tomber peu à peu dans le fatalisme.

Ce genre d'attitude tend à marginaliser et à banaliser les grandes fonctions des institutions internationales. L'Onu, c'est l'union des peuples de la Terre. Elle n'appartient donc pas aux Etats-Unis, à la France ou à la Russie. Il faut faire entrer dans les mœurs le principe selon lequel aucun peuple n'est trop important pour apprendre, ni trop petit pour transmettre une leçon aux autres. Je dis souvent que nous sommes dans une période de transition entre la raison par la force et la force de la raison.

**PI.** Les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, essentiellement parce qu'ils étaient contre le « Nouvel Ordre de l'Information », proposé dans les années 1980 par votre prédécesseur, le Sénégalais Amadou Mbow - un projet comportant l'introduction d'un droit de censure (très souple) dans l'information publique. Ce retrait était-il justifié ?

**FMZ.** Sous l'ère Clinton, les Américains se sont aperçus qu'ils avaient eu tort de voir dans l'Unesco une menace pour la liberté de parole. Ils avaient cru que la meilleure façon de discréditer l'Onu, c'était de commencer par s'en prendre à son institution la plus intellectuelle. Ce en quoi ils se sont trompés, parce que l'Unesco est la seule agence qui n'ait pas besoin de dollars - elle a sa propre force, ses propres ressources : ses idées et ses idéaux. Ils l'ont donc quittée dans les années 1980, emmenant avec eux les 25 % de budget qu'ils lui allouaient - et entraînant dans leur foulée la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher avec 5 % du budget. [Le Royaume-Uni réintègrera l'Organisation en 1997]. Ils s'attendaient à ce que l'Unesco s'effondre. Mais les choses ne tournèrent pas ainsi ; loin de s'écrouler, elle a continué son travail comme avant, et sans dollars. Les Américains s'aperçurent, à leur grande surprise, qu'elle n'était pas un lieu de censure, mais bien au contraire qu'elle garantissait la libre circulation des idées, que ce soit par les mots ou les images. Qu'elle était la gardienne planétaire de la liberté

d'expression.

**PI.** *C'est précisément les Etats-Unis qui prétendirent que le Nouvel Ordre de l'Information menaçait leur liberté d'expression, sous prétexte qu'il la limitait.*

**FMZ.** En fait, ce fut une commission de l'Unesco, qui s'est laissée convaincre par les propriétaires de certains groupes de presse, que ce Nouvel Ordre de l'Information mettrait en péril leur liberté d'expression. Quoi qu'il en soit, on ne combat pas les excès de liberté par une restriction des libertés, mais par leur augmentation. Je leur ai dit : « *Ne vous en faites pas, si c'est une affaire d'argent, revenez, nous réaffirmerons une fois de plus notre adhésion au premier article de l'Unesco, qui stipule la liberté d'expression.* » Pas de réponse. En 1995, cependant, l'administration Clinton a déclaré, au terme de toute une série d'audits et d'études, qu'il était dans l'intérêt des Etats-Unis de réintégrer l'Unesco - tout en précisant que le principal problème à surmonter était alors le refus du président de l'Appropriations Committee (Commission des finances de la Chambre des représentants chargée des dépenses) de sortir du *statu quo*. Je leur répondis que je me félicitais de les voir revenir, que l'aspect financier m'importait peu, qu'on s'arrangerait. Un président américain a donc manifesté en 1995 son désir de rejoindre l'Organisation, même si, comme nous le savons, ce désir ne s'est pas encore concrétisé. Récemment, le président Bush l'a manifesté à son tour, mais à un moment où il voulait se placer au centre du système onusien - et donc clairement par opportunisme politique. La suite a montré, de toutes façons, qu'il ne respectait pas les résolutions de l'Onu.

**PI.** *Un exemple flagrant d'unilatéralisme, pour bon nombre de commentateurs et de simples citoyens.*

**FMZ.** Je dirais que les Etats-Unis sont passés de l'oligarchie à l'hégémonie, et qu'ils ont pris une énorme responsabilité dans un cadre international qui manque de lignes de conduite et de repères. Comment justifier, par exemple, l'impunité totale dont jouissent les trafiquants de drogues et d'armes au niveau international, faute d'un système de sanctions efficaces ! Au niveau local (national), la démocratie et les systèmes judiciaires fonctionnent relativement bien. Mais au niveau supérieur, il n'en est rien. Et ce sont les Etats-Unis qui sont les premiers responsables de cet état de fait, car ils ont voulu s'arroger le droit de décider pour tous. Les Etats-Unis ne peuvent pas faire office de gardien du monde. Il y a eu une *Pax Romana*, une *Pax Hispanica*, une *Pax Britannica*, et toutes ont abouti à un échec parce qu'aucun pays ne saurait à lui seul régir le monde. Ce sont les Etats-Unis qui ont créé le multilatéralisme. Le meilleur conseil qu'on puisse leur donner (et c'est un pays que j'admire), c'est de

faire l'inventaire de leur passé récent, de mettre en place une sorte de Commission Vérité pour essayer de comprendre les motifs et les actes des gouvernements américains au cours de ces dernières années. Peut-être concluront-ils alors : « *Revivons l'esprit de 1945 !* », parce qu'à cette époque, c'était vraiment eux qui montraient et ouvraient la voie du multilatéralisme et de la démocratie. Alors qu'aujourd'hui, ils veulent imposer celle de la ploutocratie et de l'hégémonie. Ce qui est, à mon avis, une terrible erreur qu'ils doivent corriger.

**PI.** *Avez-vous parlé de cela avec des responsables politiques d'autres pays ?*

**FMZ.** Oui, j'en ai parlé avec des membres du gouvernement français, et également avec des citoyens français, qui sont fiers de la position adoptée par leur gouvernement, de même que les Chiliens et les Mexicains sont fiers des positions prises par les leurs. Ils sont fiers de leurs pays parce qu'ils estiment que leurs dirigeants ont fait ce qu'il fallait (en ce qui concerne la guerre contre l'Irak). On dit toujours la vérité à un ami. Si vous êtes mon ami, vous ne me laisserez pas faire d'erreurs, n'est ce pas ? Un ami vous dit toujours ce qu'il pense, même si vous ne l'admettez pas tout de suite. Il n'y a pas de place pour les compromis. Je crois que nous sommes aujourd'hui à un carrefour, et que les décisions que nous prenons peuvent conduire l'humanité à un avenir sombre ou radieux, selon que nous serons capables ou non de tirer le meilleur de ces crises, car toute crise peut, en définitive, servir à créer du neuf en nous faisant sortir des sentiers battus.

**PI.** *La mondialisation - qui est au cœur de tous les débats sur le tiers monde parce que responsable de l'injustice de notre système économique - ne nous rend-elle pas également insensibles aux besoins des autres ? Et cela nous amène à la question du partage.*

**FMZ.** C'est une grande question. Partager signifie littéralement diviser. Cela veut dire que quand on possède quelque chose - que ce soit des biens matériels, des ressources, des connaissances, etc. - on doit en donner une partie à d'autres personnes pour qu'elles puissent en profiter. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui, où nous laissons scandaleusement des hommes mourir de faim chaque jour alors que, dans le monde développé, nous avons des surplus alimentaires.

Chaque vie humaine compte, chaque vie est un miracle - pourtant, nous n'arrivons toujours pas à prendre vraiment conscience que 30 000 personnes meurent de faim chaque jour, alors que chaque fois qu'un accident fait de 20 à 30 morts (ce qui arrive assez souvent pour qu'on y soit habitué) on en fait chaque fois toute une affaire. Tel est le monde que nous avons créé avec cette fameuse « mondialisation

» qui, je dois le dire, est une pure supercherie, parce qu'elle est loin d'être mondiale. C'est peut-être vrai de mon environnement immédiat, la zone prospère du Village planétaire où je me trouve. Mais dès qu'on sort de cette zone (qui comprend 17 % de l'humanité), la mondialisation économique disparaît, on ne trouve plus que la faim et la misère. La seule chose qui soit vraiment mondialisée, c'est la pauvreté - pardonnez-moi cet argument démagogique ! Je trouve risible, par exemple, d'apprendre que des multinationales veulent envoyer des portables dans le tiers monde, alors que la moitié de la population de la planète n'a jamais donné un coup de téléphone de sa vie. La mondialisation est un mensonge. Ce qui est vrai, ce sont les manifestations massives du 15 février 2003. C'est là qu'est notre espoir, parce qu'elles nous ont montré que le monde commence à parler.

**PI.** *Cette voix des peuples est-elle assez puissante pour aider à jeter les bases d'une Onu plus forte ?*

**FMZ.** Oui. Si nous sommes capables de la rendre plus forte - tous ensemble, gouvernements et peuples - l'Onu aura un avenir brillant. Parce que, je dois insister sur ce point, les Nations unies, c'est l'union volontaire des nations. En ce sens, elles ne sont pas à proprement parler une institution.

**PI.** *Mais le monde ne sera pas meilleur tant que n'aura pas été résolue la crise du Proche-Orient, semble-t-il. A votre avis, quel-les sont les étapes à suivre si l'on veut parvenir à une solution pacifique et satisfaisante pour les Palestiniens et les Israéliens ?*

**FMZ.** La seule façon d'y parvenir, c'est de poursuivre coûte que coûte et sans interruption le processus de paix, que je connais très bien. N'oublions pas qu'après le sommet initial tenu à l'automne 1993 à la Maison Blanche, la première rencontre eut lieu à Grenade, en Espagne, sous les auspices de l'Unesco. Itzhak Rabin était un grand ami, et je ne vois pour les Israéliens et les Palestiniens qu'une manière de poursuivre ce processus ouvert par les Accords d'Oslo (Accords, soit dit en passant, qui ont leur origine dans une rencontre inspirée par Marianne Holst, épouse de l'ancien ministre norvégien des Affaires étrangères, Jürgen Holst) : c'est de faire comprendre à des gens comme Ariel Sharon que ce ne sont pas les provocations et le terrorisme d'Etat qui mettront fin à ce genre de situation. Et de dire à ceux qui s'immolent, à ces fanatiques, à ces ignorants qui donnent leur vie pour tuer des civils israéliens, que c'est une impasse. Que cela ne fait que créer une spirale de violence sans fin. Si l'on veut mettre un terme au conflit du Proche-Orient, on ne peut déporter un dirigeant palestinien

tout en protégeant un responsable israélien. La seule chose à faire, c'est de s'asseoir à la même table et de dire : « *Messieurs, après cette interruption de séance, continuons comme nous l'avons décidé hier* ». Itzhak Rabin était sur la bonne voie, c'est pourquoi la seule solution est d'appliquer les Accords d'Oslo.

**PI.** *Mais les Accords d'Oslo n'étaient possibles, fondamentalement, que parce que Itzhak Rabin était véritablement ouvert à l'idée d'un Etat palestinien.*

**FMZ.** Itzhak Rabin était certain de la nécessité de la création d'un Etat palestinien. Pour les dirigeants et les négociateurs des Accords, faire de Jérusalem une capitale commune allait de soi, entre autres raisons, parce qu'elle n'a pas de frontières bien définies, et qu'elle est parsemée de colonies au point de ressembler à un gruyère. La seule solution valable est de coexister pacifiquement. Sans parler du fait que la plupart des Israéliens et des Palestiniens voudraient bien vivre en paix ensemble.

J'illustrerai cela par une anecdote qui résume à elle seule tout ce que je veux dire. Un jour, je visitais l'hôpital Hadassah de Jérusalem. Sachant que j'avais une formation scientifique, son directeur avait particulièrement à cœur de me montrer chaque détail, y compris un cabinet où un médecin effectuait un examen sur une femme. Un de mes collègues ayant demandé si cette femme était palestinienne, le médecin, après s'être tourné vers elle et l'avoir regardée un moment, répondit : « *Je ne sais pas, ici, nous n'avons que des patients.* » C'est merveilleux, n'est-ce pas ? C'est précisément ce que nous avons à faire : prendre conscience que nous sommes égaux et que nous devons nous traiter les uns les autres comme tels. En 1988, Shimon Peres me fit part de quelque chose que tout le monde comprendra : « *Finalement, me dit-il, il y aura la paix, parce que nous ne pouvons faire autrement.* » A la fin de 1987, étant ministre, je réservais ma première visite à Yasser Arafat, qui vivait alors en Tunisie. J'arrivai chez lui à 3 heures du matin. Et il me dit : « *Il y aura la paix, parce que nous sommes obligés de vivre ensemble. Nous ne pouvons pas continuer à nous battre contre ceux qui doivent vivre dans la même maison, sur la même terre [que nous].* »

Pour plus d'informations consulter le site de l'Unesco, où figure la charte, ainsi que les sites [www.ubuntu.upc.es](http://www.ubuntu.upc.es) et [Fundacion Cultural de Paz : www.fund-cultura de paz.org](http://Fundacion Cultural de Paz : www.fund-cultura de paz.org)

**Auteur :** Carmen Font, professeur d'université et correspondante Share International. Elle réside en Espagne.

**Thématiques :** [politique](#), [Économie](#)

**Rubrique :** [Entretien](#) ()